

# Séminaires de haut niveau et autres séminaires thématiques

Palais des Congrès, Hôtel Ivoire  
Abidjan, Côte d'Ivoire

24 - 27 mai 2010



Groupe de la Banque africaine de développement  
Bureau de l'Economiste en Chef

# Séminaires de haut niveau et autres séminaires thématiques



Palais des Congrès, Hôtel Ivoire  
Abidjan, Côte d'Ivoire

24-27 mai 2010



## Table des matières



- 5 Dialogue des gouverneurs, Séminaires de haut niveau et autres séminaires parallèles
- 7 **SÉMINAIRES THÉMATIQUES**
- 9 Lancement du site web « Mettre la finance au service de l'Afrique »
- 10 Diffusion des Perspectives économiques africaines 2010
- 11 Atelier sur l'initiative des marchés de capitaux en Afrique : « Gestion stratégique des réserves internationales pour le développement des marchés obligataires nationaux en Afrique »
- 12 Le rôle de la supervision indépendante dans la promotion de l'efficacité du Groupe de la Banque en matière de développement
- 13 Présentation des résultats et des implications pratiques des études menées par le Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA)
- 14 CITI – Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA) : Rencontre sur « L'agriculture et l'agro-industrie » et « Le commerce mobile »
- 15 Les femmes dans les États fragiles : de la situation de victimes passives de la violence à celle d'agents actifs du changement
- 16 Renforcer le Mécanisme de financement des engrais en Afrique (AFFM) pour la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté en Afrique
- 17 Migration et envois de fonds en Afrique
- 18 De la survie à la croissance : pôles de compétitivité et micro-entreprises en Afrique
- 19 Mobiliser la diaspora africaine pour le renforcement des capacités et pour le développement, notamment dans les États fragiles
- 20 Atelier sur les marchés financiers africains : « Émission de dette souveraine : choisir l'option nationale ou internationale ? »
- 23 **LES SÉMINAIRES DE HAUT NIVEAU**
- 25 Les séminaires de haut niveau
- 27 LA SÉANCE PLÉNIÈRE Reprise en Afrique : vers une croissance équilibrée et propre
- 28 SEMINAIRE DE HAUT NIVEAU N° 1 Changement climatique et financement du développement
- 30 SEMINAIRE DE HAUT NIVEAU N° 2 Measuring Development in Resource Based and Rural/Informal Economies
- 31 SEMINAIRE DE HAUT NIVEAU N° 3 Rééquilibrer les rôles de l'État et du marché
- 33 SÉMINAIRE DE HAUT NIVEAU N° 4 Changement climatique – Conséquences pour l'agriculture et la sécurité alimentaire en Afrique
- 35 Présentation du rapport 2010 sur la situation de l'Afrique par l'Africa Progress Panel
- 36 Croissance axée sur les capacités : Leçons provenant des pays émergents
- 37 Dialogue des Chefs d'entreprise : Porter l'Afrique plus haut par les affaires



## Dialogue des gouverneurs, Séminaires de haut niveau et autres séminaires parallèles

Les Assemblées annuelles des Conseils de Gouverneurs du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) représentent une occasion unique pour la diffusion des connaissances entre les décideurs de haut niveau en Afrique, les principaux responsables des organismes de développement bilatéraux et multilatéraux, des académiciens renommés, des dirigeants de premier plan d'organisations non gouvernementales, de la société civile et du secteur privé.

Au fil des ans, le Groupe de la Banque a mis à profit cette rencontre unique pour organiser une série d'événements en prélude à l'ouverture officielle des Assemblées annuelles. Les Assemblées annuelles sont traditionnellement précédées par une Table ronde ministérielle destinée à réfléchir sur un sujet/thème majeur concernant le développement de l'Afrique. Elle est habituellement suivie d'une série de Séminaires de haut niveau portant sur des thèmes spécifiques présentant un intérêt immédiat pour les décideurs politiques, les organisations de la société civile et les spécialistes du développement en Afrique. L'exception cette année est que la Table ronde ministérielle sera remplacée par un Dialogue des gouverneurs qui prendra la forme d'une séance à huis clos réservée uniquement aux gouverneurs et à la direction générale du Groupe de la Banque. Outre les quatre Séminaires de haut niveau habituels, sera organisée une séance de dialogue des directeurs généraux au cours de laquelle les directeurs généraux d'organisations africaines discuteront des conditions fondamentales à réunir afin de transformer l'énorme potentiel de l'Afrique en réelles opportunités d'affaires. En outre, il est prévu des événements parallèles comprenant des séminaires thématiques organisés par différents départements de la Banque, qui viseront tous à aborder les problèmes de développement actuels qui touchent le continent africain.

L'Institut africain de développement au sein du Complexe de l'Économiste en chef s'est vu confier la responsabilité de planifier, organiser et coordonner les séminaires et événements parallèles qui ont été programmés.

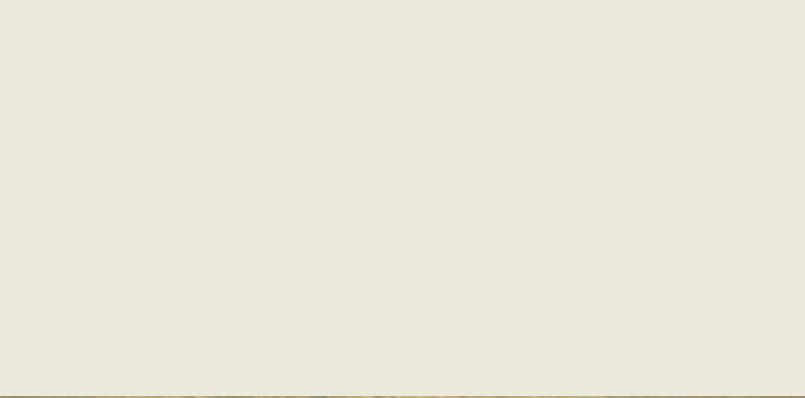
Le Bureau de l'Économiste en chef a collecté, passé en revue et compilé divers Documents conceptuels liés aux Séminaires de haut niveau et aux séminaires thématiques afin d'orienter les discussions qui auront lieu sur les différents thèmes. Les présentes Notes conceptuelles ont été largement diffusées auprès des délégués officiels des Assemblées annuelles et sont disponibles sur le site web de la Banque ([www.BAD.org](http://www.BAD.org)). Une brève présentation de chacun des séminaires est fournie dans la présente brochure par souci de commodité.

Le Palais des Congrès de l'Hôtel Ivoire à Abidjan en Côte d'Ivoire accueillera tous les séminaires et événements parallèles. Le Centre de conférence est doté d'équipements adéquats, notamment de salles hautement équipées pour différents types de réunions, d'installations d'interprétation et est facile d'accès.

Le Complexe de l'Économiste en chef, en collaboration avec différents départements/unités de la Banque, ont procédé à une sélection rigoureuse des présidents, des panélistes et des modérateurs du Dialogue des directeurs généraux, des Séminaires de haut niveau et des autres événements parallèles en vue de fournir au public le plus haut niveau d'expertise sur les questions de développement disponible à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique.

\* Les noms des présidents, des conférenciers et des panélistes sont susceptibles de modification.





# Séminaires thématiques





## Lancement du site web « Mettre la finance au service de l'Afrique »

**Date** Lundi 24 mai 2010  
**Lieu** Hôtel Ivoire, Salle Glacier  
**Heure** 7 h 30 à 9 h 30

### PANÉLISTES

M. **Thomas LOSSE-MÜLLER**, coordinateur de programme chargé des organisations et programmes panafricains, GTZ et président du Comité de supervision de MFW4A

M. **Gabriel NEGATU**, directeur du Département de la gouvernance, des réformes économiques et financières de la BAD

M. **Mthuli NCUBE**, Économiste en chef et vice-président de la BAD

### CONFÉRENCIER

M. **Stefan NALLETAMBY**, Coordinateur du Partenariat pour mettre la finance au service de l'Afrique, BAD

L'objectif de ce petit déjeuner de travail est de présenter le site web Mettre la finance au service de l'Afrique et les ressources qu'elle met à la disposition des spécialistes du secteur financier, des décideurs politiques, des autorités nationales et des chercheurs à travers le continent.

Le lancement débutera par la présentation par le panel du partenariat pour Mettre la finance au service de l'Afrique et de son rôle dans l'intensification des efforts de développement du secteur financier à travers le continent. Le panel abordera ensuite les efforts déployés par la Banque et ses partenaires pour surmonter le déficit de données que connaît le secteur financier dans les

pays africains dans le cadre d'une initiative de collecte de données à l'échelle continentale parrainée par le MFW4A. Enfin, il présentera et testera le site web du partenariat (consultable à l'adresse [www.mfw4a.org](http://www.mfw4a.org)) qui constitue la toute première plateforme de connaissances sur le secteur financier en Afrique dont le rôle est de centraliser des documents, données, informations et opinions autrefois disparates sur les secteurs financiers africains pour en faire un outil en ligne facile à naviguer et intuitif.



## Diffusion des Perspectives économiques africaines 2010

**Date** Lundi 24 mai 2010  
**Salle** Casino : Salle Ivoire I  
**Heure** 11 h à 12 h

### PRÉSIDENT

M. **Mthuli NCUBE**, Économiste en chef et vice-président de la BAD

### INTERVENANTS

M. **Henri-Bernard SOLIGNAC-LECOMTE**, chef d'unité au Centre de développement de l'OCDE, France.

M. **Emmanuel NNADOZIE**, Directeur de la division du développement économique et du NEPAD de la CEA.

M. **Thierry de SAINT MAURICE**, Chef de délégation en Côte d'Ivoire, Commission européenne.

M. **Peter WALKENHORST**, Responsable de division au département de la recherche de la BAD.

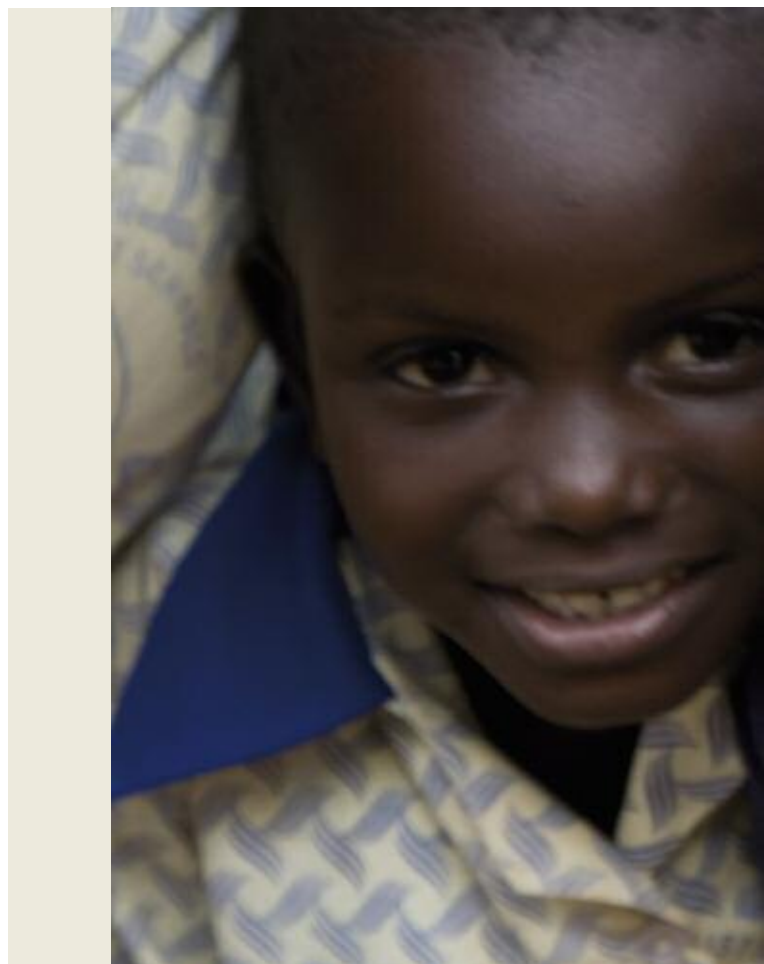
M. **Jean-Philippe STIJNS**, Economiste, Bureau Afrique & Moyen Orient, Centre de développement de l'OCDE, France

### COMMENTATEUR

M. **Oupa MAGASHULA**, Président, African Tax Administration Forum

Les Perspectives économiques africaines (AEO) sont une publication annuelle préparée et publiée conjointement par la BAD, le Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA). L'AEO a bénéficié du généreux apport financier de la Commission européenne et du Comité des Ambassadeurs des États d'Afrique, Caraïbe et Pacifique.

Le Rapport passe en revue et analyse les résultats économiques des pays africains et fournit des informations pays par pays sur les perspectives à court et moyen terme sur le Continent. L'édition 2010 de l'AEO couvre 50 pays africains, contre 47 pays au cours de l'année précédente. Chaque année, le Rapport aborde un thème spécifique axé sur un domaine vital, mais pas suffisamment étudié du développement socio-économique de l'Afrique. Le thème pour l'édition de cette année est : « Mobilisation des ressources publiques et aide extérieure ».



# Atelier sur l'initiative des marchés de capitaux en Afrique : « Gestion stratégique des réserves internationales pour le développement des marchés obligataires nationaux en Afrique »

**Date** Mardi 24 mai 2010  
**Salle** Hôtel Ivoire : Salle Chandelier  
**Heure** 14 h à 16 h

## PRÉSIDENT

M. **Thierry de LONGUEMAR**, vice-président chargé de la finance à la BAD

## PANÉLISTES

M. **Rostom FADLI**, Directeur des relations financières extérieures à la Banque d'Algérie

M. **Lamido A. YUGUDA**, directeur par intérim du Département de la gestion des réserves, Banque centrale du Nigeria.

M. **Emmanuel ASSILAMEHOO**, directeur adjoint chargé des opérations sur les marchés de capitaux de la BCEAO.

M. **Masaru TANAKA**, Directeur général adjoint et responsable du Centre de coopération monétaire au Département international pour l'Asie de la Banque du Japon.

## MODÉRATEUR

M. **Stefan NALLETAMBY**, Coordinateur du partenariat pour Mettre la finance au service de l'Afrique à la BAD

Face aux importantes réserves extérieures gérées actuellement par les Banques centrales africaines, un nombre de plus en plus important de gestionnaires de réserves sont en train d'adopter les mêmes principes de placement utilisés par les gestionnaires d'actifs du secteur privé, en mettant l'accent sur le profil de

risque/rendement des portefeuilles de réserves. Durant l'atelier, le panel examinera les coûts et les avantages de la gestion active des réserves du point de vue de l'Algérie, du Nigeria et de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Il examinera également le rôle joué par les Banques centrales EMEAP dans l'affectation des réserves à des fonds obligataires asiatiques, au développement des marchés obligataires nationaux de l'Asie.

L'objectif de ce séminaire sera de fournir l'occasion aux Banques centrales africaines de partager des expériences sur les différentes approches adoptées dans la gestion des réserves. Ces échanges permettront aux participants d'identifier les difficultés rencontrées par les gestionnaires des réserves dans la répartition des réserves de change entre les catégories d'actifs, en tenant compte des arbitrages opérés entre la sécurité, la liquidité et les rendements. En outre, le rôle des opérations de gestion des réserves dans l'émergence de marchés obligataires nationaux efficaces et viables sera abordé, en partant des enseignements tirés de l'initiative sur les marchés obligataires asiatiques.



# Le rôle de la supervision indépendante dans la promotion de l'efficacité du Groupe de la Banque en matière de développement

**Date** Lundi 24 mai 2010  
**Salle** Hôtel Ivoire : Salle Glacier  
**Heure** 14 h 30 à 16 h

## PRÉSIDENT

M. **Bo GORANSSON**, Conseiller du Président de la BAD

## CONFÉRENCIERS

M. **Edward OUKO**, Vérificateur général de la BAD  
M. **Colin KIRK**, Directeur du Département de l'évaluation des opérations de la BAD  
M. **Per Eldar SOVIK**, Directeur de l'Unité du contrôle des normes et de médiation de la BAD

## COMMENTATEUR

M. **Joshua KLEMM**, Responsable de programme pour l'Afrique au Centre d'information de la Banque, Washington

non seulement à la bonne gouvernance institutionnelle, mais aussi aux objectifs de développement de la Banque. Cependant, le rôle et la contribution de ces fonctions n'est pas généralement connu et compris à l'extérieur de la Banque.

Le séminaire vise à sensibiliser à l'importance d'une supervision indépendante pour favoriser la bonne gouvernance de l'institution et la réalisation efficace et efficiente des résultats en termes de développement. Les communications présentées par les panélistes mettront l'accent sur les thèmes clés suivants :

- l'évolution du contexte global et institutionnel ;
- l'importance reconnue de l'intégrité, de la responsabilité et de la bonne gouvernance institutionnelle pour l'action de la Banque (en particulier dans le contexte de l'Augmentation générale du capital et de la Reconstitution des ressources du FAD) ;
- les rôles spécifiques d'OAGL, d'OPEV et de CRMU et le lien avec les résultats de développement.

La bonne gouvernance institutionnelle est une exigence fondamentale pour toute institution financière moderne car elle contribue à préserver la crédibilité et la réputation de l'institution. Mais le lien avec les objectifs de l'institution n'est pas toujours compris par le plus grand nombre. Au Groupe de la Banque, les fonctions de supervision indépendante exercées par le bureau du Vérificateur général (OAGL), le Département de l'évaluation des opérations (OPEV) et l'Unité du contrôle des normes et de médiation (IRM), contribuent chacun



# Présentation des résultats et des implications pratiques des études menées par le Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA)

**Date** Lundi 24 mai 2010  
**Salle** Hôtel Ivoire : Salle Coup de Fusil  
**Heure** 15 h à 17 h

## PRÉSIDENT

M. **Caleb FUNDANGA**, Gouverneur, Bank of Zambia

## INTERVENANTS

M. **Germano MWABU**, Coordinateur de Projet, Département d'Economie, Université de Nairobi et M. Olu AJAKAIYE, Directeur de la Recherche, Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA) : Reproductive Health, Economic Growth and Poverty Reduction: Overview and Key Policy Messages.

M. **Francis Menjo MBAYE**, Université de Yaoundé II, Faculté d'Economie et de Gestion, Cameroun : Production of Child Health, Economic Growth and Poverty Reduction in Cameroon.

M. **Damien MEDEDJI**, Unité d'Analyse Avancée en Pauvreté (JAAP), INSAE, Ministère du Développement de la Prospective et de l'Évaluation des Actions Publiques : La demande des services de santé de la reproduction au Bénin : une analyse par l'approche des fonctions de contrôle.

Mme **Sarah SSEWANYANA**, Directeur exécutif, EPRC, Uganda Cost effectiveness of Reproductive Health Interventions in Uganda: The Case for Family Planning services.

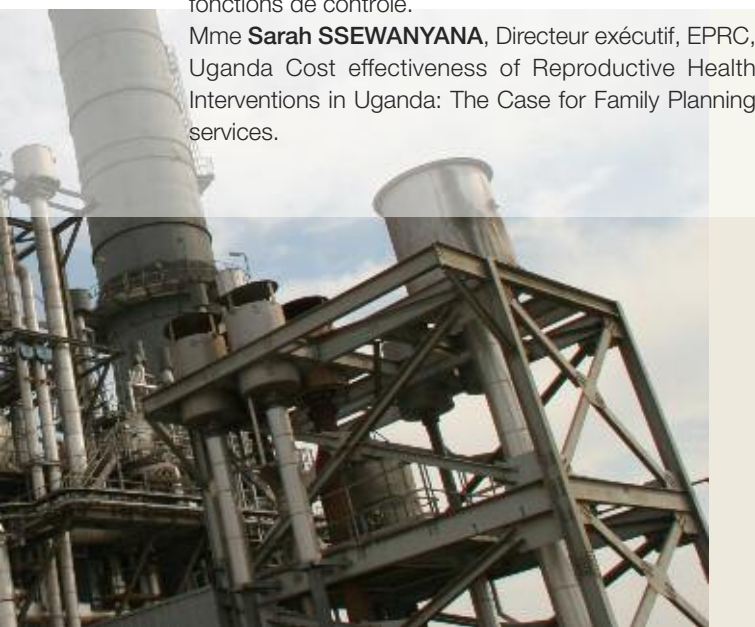
M. **Sunil BUNDOO**, Département d'Economie et des Statistiques, Université de Maurice : An Analysis of the Impact of Reproductive Health on Growth and Poverty: the Case of Mauritius.

## RAPPORTEUR

M. **Samuel MWAKUBO**, Chef de la Recherche, Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA)

L'objectif de la rencontre est de diffuser les résultats et les implications pratiques de ces études (Reproductive Health, Economic Growth and Poverty Reduction Nexus en Afrique: Research Findings and Policy Implications) auprès des décideurs politiques africains de haut niveau exerçant au sein des ministères des Finances, des banques centrales, des organismes donateurs et d'autres parties prenantes.

La question fondamentale est de savoir dans quelles conditions la demande effective pour les services de santé de la reproduction et la fourniture de ces services au moindre coût peuvent contribuer à une croissance économique durable et à la réduction de la pauvreté en Afrique en s'appuyant sur des données provenant de 19 études de cas menées dans 16 pays africains : Bénin, Botswana, Cameroun, Congo, Côte-d'Ivoire, Éthiopie, Ghana, Guinée, Kenya, Île Maurice, Mozambique, Nigeria, Sénégal, Togo, Ouganda et Zambie. Un des messages clés est que pour assurer l'utilisation des services de santé de la reproduction et contribuer ainsi à la croissance économique et faire reculer la pauvreté, plusieurs mesures complémentaires s'avèrent nécessaires, telles que la création d'un environnement macroéconomique favorable, des marchés de l'emploi en expansion et flexibles et un milieu socioculturel favorable, entre autres.



## **CITI – Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA) : Rencontre sur « L'agriculture et l'agro-industrie » et « Le commerce mobile »**

**Date** Mardi 25 mai 2010  
**Salle** Casino : Salle Ivoire I  
**Heure** 16 h à 17 h 30

### PRÉSIDENT

M. **Mthuli NCUBE**, Économiste en chef et vice-président de la BAD

### INTERVENANTS

#### *Économistes du CREA*

M. **Gabriel ELEPU** de l'Ouganda et

M. **Mwangi KIMENYI** du Kenya

#### *Clients institutionnels*

M. **LAMBLIN**, P-Dg du groupe SIFCA

M. **Vanhelleputte WIM**, P-Dg de MTN

Gouverneurs des Banques centrales (à confirmer)

### MODÉRATEUR

M. **David COWAN**, Économiste en chef de Citi pour l'Afrique

Cette rencontre est parrainée conjointement par Citigroup, le Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA) et la Banque. La rencontre a pour but de jeter un pont entre la recherche académique et l'élaboration des politiques publiques et est structurée autour de grands thèmes d'actualité.

Deux thèmes seront traités lors de cette rencontre : Agriculture et agro-industrie et Commerce mobile. Un bref résumé du contenu de chaque thème est esquissé dans les lignes qui suivent :

**Agriculture/agro-industrie** – Cette session examinera les politiques et modèles qui promeuvent l'investissement

privé dans le secteur agricole/agro-industriel et trouvent la juste mesure entre les grandes exploitations « d'entreprise », les questions liées à la réforme agraire et les petites propriétés foncières, tout en tenant compte des facteurs atténuants tels que le changement climatique et la variabilité climatique qui ne cessent de compromettre gravement la production agricole et la sécurité alimentaire dans nombre de pays africains.

**Commerce mobile** - Cette session examinera les politiques et le cadre réglementaire pour la gestion de l'explosion du commerce mobile à travers le continent africain, région qui a enregistré l'absorption la plus rapide de la téléphonie mobile, et l'investissement que cela a nécessité dans le domaine des TIC depuis 2000. La technologie de la téléphonie mobile a effectivement réduit le coût lié à la pratique des affaires en dotant les usagers de connaissances à jour, réduisant ainsi les coûts de transaction, et de compétences appropriées permettant d'accroître la productivité. Et à l'heure où l'agriculture est conçue comme une chaîne de produits, le commerce mobile a gommé dans plusieurs cas les barrières qui freinent les décisions liées à l'entrée dans le commerce, à la production et la consommation. Si l'accès au financement, aux services et systèmes financiers sont sans aucun doute des impératifs pour la croissance économique, cette session se penchera sur les questions relatives à la réglementation des initiatives destinées à fournir des services financiers aux populations précédemment mal desservies ou qui ne l'étaient pas du tout.



# Les femmes dans les États fragiles : de la situation de victimes passives de la violence à celle d'agents actifs du changement

**Date** Lundi 24 mai 2010  
**Salle** Hôtel Ivoire : Salle des Fêtes I  
**Heure** 16 h à 18 h

## PANÉLISTES

Dr. **Donald KABERUKA**, Président de la BAD  
S. E. Mme **Ingrid FISKAA**, Secrétaire d'État du ministère norvégien des Affaires étrangères  
S. E. M. **KAMITATU**, ministre du Plan, République démocratique du Congo  
S. E. M. **Sheku SESAY**, Gouverneur de la Banque centrale de Sierra Leone  
Dr. **Saran Daraba KABA**, Président du Réseau des femmes pour la consolidation de la paix des femmes du fleuve Mano

## MODÉRATEUR

Mme **Tumi MAKGABO**, Propriétaire de Tumi & Co. et ancienne animatrice de CNN International

Cette rencontre est coparrainée par le ministère des Affaires étrangères du Royaume de Norvège et la Banque africaine de développement.

L'objectif de la rencontre est d'initier un dialogue sur le rôle de la femme dans le contexte des États fragiles et de proposer des mesures concrètes que peuvent prendre les gouvernements, la Banque africaine de développement et d'autres partenaires afin de renforcer les moyens d'action des femmes et accroître leur participation dans les situations de conflit et d'après-conflit. Ces actions s'inscrivent dans le cadre des Résolutions 1325 et 1889 du Conseil de sécurité des Nations unies sur Femme, paix et sécurité, qui font actuellement l'objet d'un bilan à mi-parcours.

À l'heure du dixième anniversaire de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies sur Femme, paix et sécurité, le débat portera essentiellement sur les besoins particuliers et les contributions des femmes dans les situations d'après-conflit. Le débat permettra d'identifier les réalisations et les défis qui se posent à l'Afrique et de proposer des recommandations en vue de renforcer les moyens d'action des femmes et accroître leur participation dans les situations de conflit et d'après-conflit.

Les femmes dans les situations de conflit et d'après-conflit continuent d'être vues comme des victimes et non comme des acteurs incontournables dans la construction d'une paix et d'une croissance durables. La marginalisation continue de la femme a des conséquences sur la relance après le conflit et l'instauration d'une paix, d'une sécurité et d'une réconciliation durables. Ce séminaire proposera des mesures concrètes pour accroître la participation active de la femme au règlement des conflits, la planification et la construction de la paix après le conflit, en s'appuyant, dans le cadre du bilan à mi-parcours qui est menée actuellement sur la mise en œuvre des Résolutions 1325 et 1889 du Conseil de sécurité des Nations unies, sur le rôle indispensable que peuvent jouer les femmes dans la restauration du tissu social dans les communautés en phase de redressement.



# Renforcer le Mécanisme de financement des engrais en Afrique (AFFM) pour la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté en Afrique

**Date** Mardi 25 mai 2010  
**Salle** Casino, Salle Ivoire I  
**Heure** 8 h à 9 h 30

## PANÉLISTES

Dr. **Agnès KALIBATA**, Secrétaire d'État à l'Agriculture et aux Ressources animales, Kigali, Rwanda

Mme **Rhoda Peace TUMUSIIME**, Commissaire chargée de l'économie rurale et l'agriculture à la Commission de l'Union africaine, Addis-Abeba, Éthiopie

Dr. **Namanga NGONGI**, Président de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, Nairobi, Kenya

Dr. **Kamal ELKHESHEN**, vice-président, secteur Opérations, BAD

De nombreuses régions de l'Afrique pâtissent d'une sécurité alimentaire insuffisante. La baisse de la production alimentaire par habitant en Afrique s'est traduite par la malnutrition, la pauvreté et la faim. L'objectif du NEPAD pour l'Afrique est de réaliser un taux de croissance agricole annuel de 6 % à l'horizon 2015. Les niveaux moyens d'utilisation des engrais en Afrique représentent un dixième de la moyenne mondiale, ce qui rend inatteignable l'objectif du NEPAD. L'engrais est un élément essentiel dans le renforcement de la productivité agricole. Le Sommet des Chefs d'État africains qui s'est tenu à Abuja au Nigeria en juin 2006 a décidé la création de l'AFFM. Le but de l'AFFM est de contribuer à accroître l'utilisation des engrais de son niveau actuelle d'environ 10 à 50 kg/ha d'ici à 2015. Le Sommet des Chefs d'État africains a mandaté la Banque africaine de développement pour mettre sur pied l'AFFM, en collaboration avec l'UA et la CEA et de l'abriter. Depuis

mars 2007, le Secrétariat de l'AFFM est logé et financé par la Banque. L'AFFM n'est pas encore entré en vigueur car les PMR et d'autres bailleurs de fonds n'ont pas honoré leurs promesses de contribution.

La table ronde prévue espère réunir des ministres des Finances, de l'Agriculture et la Sécurité alimentaire, les CER, les partenaires au développement internationaux, les organisations paysannes et les ONG ainsi que les organisations de la société civile qui intéressées par la productivité agricole, la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté en Afrique.

Les participants à la Table ronde discuteront des stratégies pour mener un plaidoyer sur les questions liées aux engrais qui doivent être inscrites et maintenues au premier rang des préoccupations de la communauté internationale. Ils débattront des meilleurs moyens de renforcer la capacité de l'AFFM de promouvoir une utilisation accrue et plus sûre des engrais en vue d'améliorer la productivité agricole et réduire effectivement l'insécurité alimentaire en Afrique. La Table ronde offrira une plateforme idéale pour lancer un appel aux PMR et aux donateurs afin qu'ils honorent leurs promesses et pour mobiliser des fonds supplémentaires pour soutenir l'AFFM.



## Migration et envois de fonds en Afrique

**Date** Mardi 25 mai 2010  
**Salle** Hôtel Ivoire, Salle Coup de Fusil  
**Heure** 9 h à 10 h 30

### PRÉSIDENT

M. **Charles Diby KOFFI**, ministre des Finances, Côte d'Ivoire

### INTERVENANTS

M. **Dilip RATHA**, Économiste principal, Global Prospects Group, Banque mondiale.

M. **Peter WALKENHORST**, Responsable de division, Département de la recherche, BAD.

La Banque mondiale et la BAD sont en train de finaliser une étude détaillée sur la migration et les envois de fonds dans l'ensemble des pays d'Afrique subsaharienne (ASS) et dans les pays de destination hors d'Afrique. Cette étude est censée combler le déficit de connaissances sur l'impact des migrations et des envois de fonds sur le développement et renforcer la capacité

des décideurs politiques, des chercheurs et institutions locaux d'analyser les tendances pertinentes, les déterminants et les impacts. À travers la recherche, des enquêtes et l'analyse et la concertation, le projet est en train de générer le premier corpus détaillé d'informations sur les migrations et les envois de fonds en Afrique.

L'étude couvre un large éventail de questions, notamment la topologie des migrations en Afrique, les envois de fonds en direction de l'Afrique, la mobilisation des autres ressources provenant de la diaspora, les effets néfastes des migrations en Afrique et les recommandations en termes de politiques. L'analyse s'appuie sur les informations existantes ainsi que les données primaires au niveau des ménages collectées dans six pays africains (Burkina Faso, Kenya, Nigeria, Sénégal, Afrique du Sud et Ouganda).



## De la survie à la croissance : pôles de compétitivité et micro-entreprises en Afrique

**Date** Mardi 25 mai 2009  
**Salle** Hôtel Ivoire : Salle des Fêtes II  
**Heure** 10 h à 12 h

### PANÉLISTES

Mme **Megumi MUTO**, moniteur de recherche, Institut de recherche de la JICA  
Banque mondiale, Région Afrique (à confirmer)  
Gouvernements des pays membres (à confirmer)  
Mme **Leila MOKADEM**, Responsable de division, Division de l'intermédiation financière et de la microfinance, département Secteur privé, BAD

L'objectif de ce séminaire est de présenter les principales conclusions de l'Étude sur les entreprises africaines au cours de laquelle le CREA, la FASID/GRIPS, la Banque mondiale et la JICA ont étudié ensemble les déterminants de la croissance du secteur privé en Afrique, en mettant l'accent sur les micro- et les petites entreprises établies dans les pôles de compétitivité.

Le secteur privé en Afrique est composé d'entreprises hautement performantes, notamment des FDI et d'entreprises appartenant à des minorités ethniques, suivies par une large palette de micro et petites entreprises actives, locales et souvent informelles. Cependant, il existe un chaînon manquant : peu de petites entreprises réussissent à se développer pour devenir des entreprises de taille moyenne pouvant devenir le moteur de la croissance au niveau local. La question centrale de ce séminaire consiste à déterminer les moyens de créer cette charnière manquante pour une croissance durable du secteur privé.



# Mobiliser la diaspora africaine pour le renforcement des capacités et pour le développement, notamment dans les États fragiles

**Date** Mardi 25 mai 2010  
**Salle** Hôtel Ivoire, Salle Chandelier  
**Heure** 10 h à 12 h

## PANÉLISTES

M. **Hyung-Hwan JOO**, ministère de la Stratégie et des Finances, Directeur général du Bureau des affaires économiques internationales, Corée

M. **Seung-Hun CHUN**, Président de l'Institut coréen d'études sur le développement, Corée

M. **Anup PUJARI**, Gouvernement indien, ministère des Finances, Département des affaires économiques, Secrétaire conjoint, Inde

M. **Lin YONG**, Professeur et Directeur adjoint, Institute for Ethnic Chinese Studies, Fujian Academy of Social Sciences, Chine

## MODÉRATEUR

M. **Roland NGONG**, Ancien Assistant Spécial du Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine, OUA

## COMMENTATEURS

Honorable **Samura KAMARA**, Ministre des Finances, Sierra Leone

M. **Jerzy POMIANOWSKI**, Responsable du Partenariat pour la gouvernance démocratique, OCDE.

Les gouvernements des États fragiles d'Afrique sont à la recherche de moyens leur permettant d'identifier et de faire participer leurs ressortissants établis à l'étranger (la diaspora) au développement de leur pays ; et les diasporas sont à la recherche de moyens pour participer au développement de la région. D'autres régions ont réussi de différentes façons à nouer des relations de

coopération avec leur diaspora. Quelles leçons l'Afrique pourrait-elle tirer de l'expérience des pays qui ont mis à profit l'expertise, les investissements et l'esprit d'entreprise de leur diaspora pour accélérer le renforcement des capacités et le développement ? :

La rencontre offrira un cadre pour :

1. établir des contacts entre les gouvernements africains et des réseaux d'experts hautement qualifiés au sein de la diaspora de sorte qu'ils puissent mener des consultations sur la meilleure façon d'œuvrer en partenariat afin d'utiliser la diaspora en tant que groupe d'acteurs non souverains pour le renforcement des capacités et la gestion du savoir dans l'optique d'accélérer la réalisation des objectifs dans le cadre du Pilier III de la Facilité en faveur des États fragiles (FSF). Les réseaux de professionnels de la diaspora regrouperont des experts thématiques de différents secteurs (par exemple, des universitaires, des scientifiques et des ingénieurs, des experts en finances et gestion d'entreprise, etc.) ; et des experts rattachés à des pays et des communautés économiques régionales ou CER ; et des associations de villes (HTA) axées sur les communautés ;
2. partager les expériences et les bonnes pratiques à l'échelle mondiale en matière de relations entre les PMR/CER/diaspora sur les politiques et instruments efficaces pour coopérer avec la diaspora ;
3. identifier le rôle de catalyseur que pourrait jouer la Banque dans le renforcement des capacités des parties prenantes pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et d'instruments permettant d'institutionnaliser l'exploitation de l'expertise de la diaspora pour le renforcement des capacités dans l'optique d'instaurer la paix, assurer une meilleure gouvernance et la prestation des services et mobiliser les ressources financières de la diaspora pour l'extension des infrastructures (notamment au niveau des administrations infranationales), la reconstruction et le développement.



## **Atelier sur les marchés financiers africains : « Émission de dette souveraine : choisir l'option nationale ou internationale ? »**

**Date** Lundi 25 mai 2010  
**Salle** Casino, Salle Ivoire I  
**Heure** 14 h 30 à 16 h 30

### MODÉRATEUR

M. **Pierre VAN PETEGHEM**, Trésorier de la BAD

### INTERVENANTS

M. **Serge ENAME NSOLET**, Directeur Général de la Comptabilité Publique, ministère du Budget, des Comptes Publics et de la Fonction Publique chargé de la Réforme de l'État, Gabon

Mme **Yvonne QUANSAH**, Directeur de la division Secteur financier, ministère des Finances et de la Planification économique, Ghana

M. **Mamadou SARR**, Directeur de la Comptabilité Publique et du Trésor, ministère des Finances du Sénégal

M. **Dan BERMAN**, Directeur exécutif, JP MORGAN CHASE

M. **Jackson KITILI**, Directeur, Département de la gestion de la dette et des opérations monétaires, Banque Centrale du Kenya (à confirmer)

Plusieurs pays africains ont eu recours aux marchés financiers internationaux avant et pendant la récente crise économique et financière mondiale. D'autres préparent activement des émissions d'euro-obligations, en particulier en raison du regain d'intérêt des investisseurs pour le risque sur les marchés émergents au lendemain de la crise. Cette crise a mis en évidence la nécessité pour toutes les catégories d'emprunteurs de diversifier et optimiser les activités de mobilisation de fonds. Cette nécessité est encore plus impérieuse pour plusieurs pays africains confrontés aux contraintes de la viabilité de la dette après des opérations massives d'allègement de dette et à l'accès limité aux ressources concessionnelles. Mais d'aucuns estiment également que ces emprunts internationaux ont un coût considérable pour différents pays africains, risquent de déclencher une autre crise de l'endettement, notamment dans les PPTTE et sont contractés sans prêter suffisamment attention au développement des marchés intérieurs en monnaie locale. Pendant l'atelier, le panel mettra en débat les approches de gestion de la dette adoptées par les pays et les considérations et les enjeux stratégiques relatifs aux émissions à l'échelle internationale et nationale.

Les objectifs de cette rencontre sont : i) d'engager un débat sur les dimensions stratégiques de la gestion de la dette, en particulier sur l'éventail des ressources disponibles sur les marchés financiers nationaux et internationaux et les mécanismes concessionnels en tenant compte de la contrainte de respecter le principe de la viabilité de la dette ; ii) partager les expériences de pays africains qui ont développé leurs marchés obligataires et lancé des émissions d'obligations sur les marchés internationaux dans le but de financer leurs besoins en matière de développement ; et iii) débattre de la nécessité ou non de transférer l'émission d'emprunts internationaux au niveau national et des mesures à prendre pour que l'option nationale devienne une alternative viable.



## Prix d'excellence en entrepreneuriat africain

**Date** Mardi 25 mai 2010  
**Salle** Hôtel Ivoire, Patinoire  
**Heure** 18 h à 21 h  
**Lauréat** Annoncé durant la cérémonie

### PRÉSIDENT

Dr. **Donald KABERUKA**, Président, Banque africaine de développement

### PRÉSENTATEUR

Mr. **Papa Madiaw NDIAYE**, PDG, African Finance & Investment Group (AFIG)

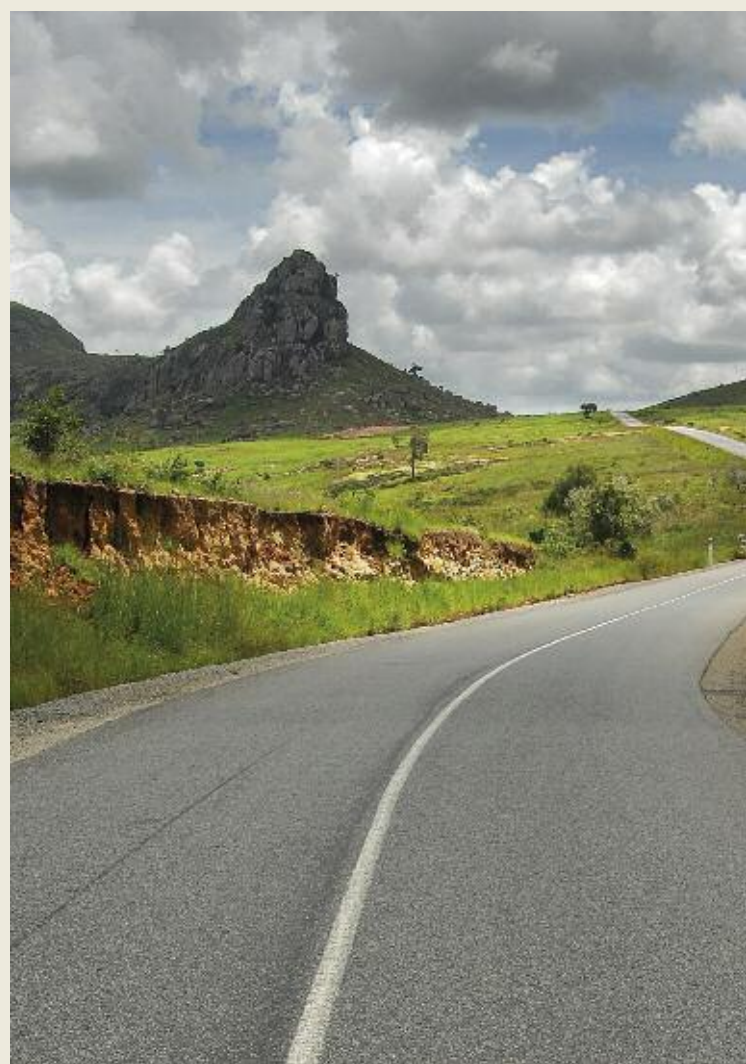
### ORGANISATEUR

Mme. **Monira DIALLO**, African Finance and Investment Group (AFIG)

Pendant de nombreuses années, l'Afrique a manqué de visionnaires authentiques. Au fil du temps, le continent a commencé à bénéficier de l'émergence de nombreux d'entre eux. Il est rassurant de noter qu'aujourd'hui l'Afrique bénéficie de l'émergence d'un groupe croissant de « visionnaires de A à Z », c'est-à-dire ceux qui non seulement développent une vision, rassemblent les ressources pour les mettre en œuvre, mais encore et de manière plus importante, réussissent dans leur action. En effet, le défi aujourd'hui est de convertir la vision en action pour la croissance économique et le développement soutenable. Ces leaders d'entreprises doivent être reconnus par les africains et en Afrique.

Le prix est donc créé afin d'honorer des contributions extraordinaires dans le domaine de l'entrepreneuriat africain et le développement du secteur privé. Le prix est accordé chaque année par un groupe de compagnies du secteur privé et remis par le président de la Banque africaine de développement durant les Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement.

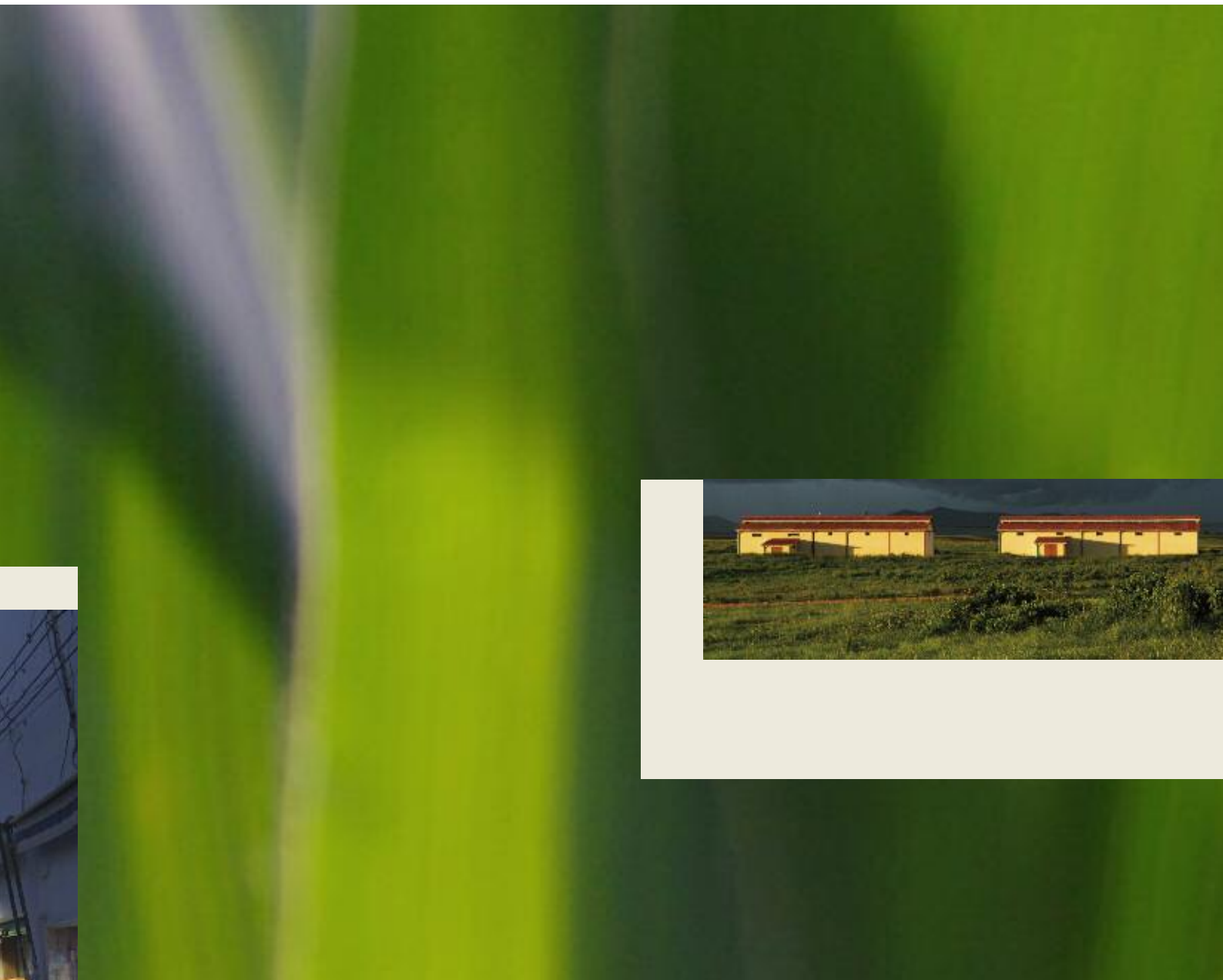
Le prix d'excellence en entrepreneuriat africain appuie et porte l'attention sur les efforts visant la satisfaction des consommateurs, les actionnaires, les employés, les gouvernements, aussi bien que les acteurs économiques qui interagissent dans tout domaine lié au secteur privé africain. Il vise à fournir un exemple aux entrepreneurs africains afin de les inspirer et les encourager à jouer leur rôle dans la création d'entreprises africaines prêtes à la concurrence sur le marché mondial.



Le prix a été décerné pour la première fois en 2009. C'était le 10 mai à Dakar au Sénégal lors des Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement et a récompensé Mme Louisa Madjako Mojela, une entrepreneure Sud africaine, Directrice générale de la Women Investment Portfolio Holdings Ltd. (WIPHOLD). La cérémonie était présidée par le Dr. Donald Kaberuka, Président de la Banque africaine de développement. L'évènement a été un franc succès et à atteint son objectif de récompenser une action individuelle aussi bien que l'ensemble de ses réalisations qui ont été immédiatement reconnues par tous. De plus, la cérémonie a vu la participation d'un nombre important d'invités de haut niveau et a été co-parainnée par plusieurs compagnies africaines de premier plan représentées par Mme. Evelyne Tall (Directrice Régionale d'Ecobank), M. Douglas Munatsi (CEO de ABC Holding) et M. Andrew Alli (CEO de Africa Finance Corporation).

La BAD a une position avantageuse qui est son implication dans le secteur privé et les ressources qu'elle déploie pour fournir un environnement propice à la croissance du secteur privé en Afrique en appuyant les gouvernements africains à travers une assistance financière et technique.







# Les séminaires de haut niveau





## Les séminaires de haut niveau

Les Assemblées annuelles des Conseils de gouverneurs du Groupe de la Banque sont traditionnellement précédées par des Table-rondes ministérielles qui sont suivies par des Séminaires de haut niveau destinées toutes à traiter d'une question/thème majeur relatif au développement de l'Afrique. Cette année, les Table-rondes ministérielles ont été remplacées par un Dialogue des gouverneurs (à huis clos) uniquement réservé aux gouverneurs. Cependant, les quatre Séminaires de haut niveau demeurent et un Dialogue des Chefs d'entreprise a été introduit.

Ces Séminaires de haut niveau accueillent des personnalités venues d'Afrique et d'autres régions du monde, des experts du développement issus d'organisations multilatérales, bilatérales, non gouvernementales, des structures de la société civile, du secteur privé et des universitaires. Près de 500 participants devraient prendre part à cette séance plénière.





# LA SÉANCE PLÉNIÈRE

## L'Afrique sur la relance

Date Mercredi 26 mai 2010

Salle Salle plénière

Heure 8 h 30 à 9 h

### MESSAGE D'INTRODUCTION

M. **Mthuli NCUBE**, Économiste en chef et vice-président de la BAD

### PRÉSIDENT

M. **Donald KABERUKA**, Président de la BAD



Le thème global des Séminaires de haut niveau organisés dans le cadre des Assemblées annuelles du Groupe de la Banque de cette année est : « L'Afrique sur la relance ». Les thèmes des quatre Séminaires de haut niveau présentés ci-après sont structurés autour de thématiques contemporaines telles que le changement climatique, la sécurité alimentaire et le développement équitable en rapport avec les stratégies de développement des Pays membres régionaux (PMR) du Groupe de la Banque. Ils sont axés sur les problèmes qui freinent la croissance et le développement des pays africains et sont divisés en quatre thèmes spécifiques à examiner lors des Séminaires.

# SEMINAIRE DE HAUT NIVEAU N° 1

## Changement climatique et financement du développement

**Date** Mercredi 26 mai 2010  
**Salle** Casino : Salle Ivoire I  
**Heure** 9 h à 11 h

### PANÉLISTES

S. E. M. **Pravin GORDHAN**, Ministre, ministère des Finances, République d'Afrique du Sud  
S.E. M. **Ogunlade DAVIDSON**, Ministre, ministère de l'Énergie et de l'Eau, République de Sierra Leone  
M. **Youba SOKONA**, Secrétaire général de l'Observatoire du Sahara et du Sahel, Tunisie

### MODÉRATEUR

M. **Constant NEMALE**, Directeur d'Africa 24, Paris, France



Ce séminaire de haut niveau abordera les questions cruciales concernant le changement climatique et le financement du développement, en tenant compte du fait que l'Afrique fait face à un double défi qui consiste à la fois à s'adapter au changement climatique avec des ressources limitées quand bien même l'instauration d'un développement à faible émission de carbone a des conséquences sur la croissance économique et le développement. Il est évident que le coût de l'adaptation

au changement climatique et de l'atténuation de ces effets requiert des volumes considérables de ressources financières qui dépassent la capacité financière de l'Afrique. Le changement climatique est susceptible d'avoir d'affecter de manière disproportionnée les pays en développement et bien plus les plus pauvres parmi ces derniers. Une action immédiate et concertée est donc nécessaire sur le double front de l'atténuation des effets du changement climatique et de l'adaptation à ce phénomène.

En général, le débat sur le financement de la lutte contre le changement climatique a porté principalement sur « qui doit payer », « qui doit être financé et à quelle hauteur » et « comment les ressources doivent être gérées ». Une des préoccupations essentielles des pays en développement est que le financement destiné à la lutte contre le changement climatique exercera une pression supplémentaire sur l'aide publique du développement (ODA). Traditionnellement, les engagements en matière d'APD ne comportaient ni obligations juridiquement contraignantes de payer ni droits reconnus de recevoir. Par contre, l'appui à la lutte contre le changement climatique, notamment pour l'adaptation aux impacts climatiques, est perçu comme une sorte de réparation des dommages infligés au climat. Cette distinction se situe au cœur de cette problématique. En effet, les pays en développement doivent accepter la réalité, à savoir que l'aide au développement et le financement de la lutte contre le changement climatique proviendront des mêmes sources, d'où la nécessité d'assurer que toute initiative en faveur du dernier n'ait pas de conséquence négative sur la première.

Les sources de financement climatique peuvent être largement divisées en mécanismes basés sur le marché et en fonds climatiques financés sur les ressources publiques. Les mécanismes basés sur le marché sont rattachés à différents programmes d'échange

d'émissions dont la plupart utilisent le carbone comme unité d'échange, d'où le terme de « marché du carbone ». Les mécanismes basés sur le marché ont pour objet principal l'atténuation du changement climatique. En revanche, les fonds climatiques sont créés à l'aide de financements publics provenant surtout des pays développés vers les pays en développement et acheminés par le biais d'institutions multilatérales, d'organismes gouvernementaux bilatéraux et des structures non gouvernementales. L'expérience accumulée jusqu'à présent démontre que la question d'un financement efficace de l'atténuation des effets du changement climatique et de l'adaptation au phénomène en Afrique doit aller au-delà de la simple mobilisation des financements internationaux. Le peu de retombées qu'a pu tirer l'Afrique de ces instruments financiers met en question le caractère approprié de leur structure et de

leur gouvernance, ainsi que la capacité du continent d'exploiter pleinement ces ressources.

Les préoccupations suivantes devraient figurer au nombre des sujets débattus lors de ce séminaire : i) quelles perspectives réalistes présentent les nouveaux fonds et les fonds additionnels consacrés à l'atténuation et à l'adaptation aux effets du changement climatique (en plus de l'APD) ? ii) Quelle est l'architecture mondiale de financement climatique la plus favorable pour le continent ? iii) Comment le continent peut-il jouer un rôle plus proactif et plus utile dans l'affectation, l'administration et l'absorption des ressources affectées à la lutte contre le changement climatique ? et (iv) Au regard des effets actuels du changement climatique et de l'urgence d'y apporter une riposte appropriée, que peut faire à elle seule l'Afrique ?



## SEMINAIRE DE HAUT NIVEAU N° 2

# Measuring Development in Resource Based and Rural/Informal Economies

**Date** Mercredi 26 mai 2010  
**Salle** Casino : Les 4 Coins du monde  
**Heure** 9 h à 11 h

### PANÉLISTES

S. E. M. **Olusegun Olutoyin AGANGA**, ministre, ministère fédéral des Finances, Nigeria  
M. **Moubarak LO**, Directeur d'Emergence Consulting Group, Sénégal  
Prof. **Francois ROUBAUD**, Directeur de la recherche à DIAL/IRD, France

### MODÉRATEUR

M. **Peter GUEST**, rédacteur de This is Africa (Groupe Financial Times)

Ce séminaire de haut niveau vise à examiner les limites et les recommandations d'améliorations aux outils d'évaluation classiques. Si la solution pour avoir une bonne qualité de vie était simplement d'avoir un bon revenu, les gouvernements pourraient concentrer leurs efforts sur les problèmes économiques. La réalité est toutefois très différente. Avant la crise financière et économique mondiale, l'Afrique a surpassé les autres régions en termes de croissance réelle du produit intérieur brut (PIB), ainsi que plusieurs pays développés. Même pendant la crise, l'Afrique a relativement bien tiré son épingle du jeu et la croissance est demeurée relativement forte. Mais la crise a eu des répercussions négatives sur le développement par exemple, à travers le chômage, l'accès aux services, la pauvreté et l'insécurité, ce qui démontre les limites de l'utilisation de la croissance du PIB comme outil de mesure des progrès.

Les progrès de la société doivent être mesurés par la qualité de la vie et non pas uniquement à l'aune des

mesures monétaires de la richesse ; parfois, un ménage qui est plus pauvre en termes monétaires peut être mieux loti au point de vue du niveau de vie et de la qualité de vie. Par conséquent, le PIB ou tout autre indicateur agrégé de la performance économique peut se révéler trompeur et l'emploi de moyens de mesure plus détaillés est nécessaire. L'Indice de développement humain (IDH) est un pas dans la bonne direction. Ceci appelle à investir dans le développement des capacités afin de produire des statistiques à jour sur le niveau de vie des ménages, le développement social et d'autres mesures du bien-être.

Les questions qui seront abordées pendant ce séminaire seront axées sur i) quelles sont les améliorations les plus urgentes à apporter aux instruments existants de mesure de la performance économique qui sont nécessaires pour permettre aux décideurs politiques de mieux faire correspondre les stratégies nationales de développement à la réalité sur le terrain ?

ii) Comment mieux prendre en compte ces dimensions intergénérationnelles dans la compilation des statistiques économiques nationales ? iii) Quel est le rôle des organisations internationales et régionales dans la promotion d'une approche globale de la mesure de la performance économique et du niveau de vie ? et iv) Comment la Banque peut-elle encore aider les pays africains à améliorer la concordance entre les statistiques et les objectifs nationaux de développement, notamment en traduisant ces améliorations en termes de bien-être pour leurs populations ?



## SEMINAIRE DE HAUT NIVEAU N° 3

### Rééquilibrer les rôles de l'État et du marché

**Date** Mercredi 26 mai 2010  
**Salle** Casino: Salle Ivoire I  
**Heure** 11 h 30 à 13 h

#### PANÉLISTES

S. E. M. **Karim DJOUDI**, Ministre, ministère des Finances, Algérie  
Hon. **Gudrun KOPP**, Secrétaire d'État chargé des affaires parlementaires, Allemagne  
M. **Sanusi Lamido SANUSI**, Gouverneur de la Banque centrale du Nigeria  
M. **Alioune M. SALL**, Directeur exécutif d'African Futures Institute, Afrique du Sud

#### MODÉRATEUR

M. **Zyad LIMAN**, Directeur d'Afrique Magazine, France

Le rôle du gouvernement dans l'économie a toujours été un sujet de controverse. Cependant, et suite au désastre économique et financier en cours, le sujet est devenu davantage source de dissonances et de dissensions. Dans l'histoire récente, le débat concernant

le rôle de l'État dans l'activité économique est passé par trois étapes. D'abord et à partir de la fin des années 70, la libéralisation des marchés gagnait du terrain. Selon les principes du néo-libéralisme ou ce qui a été plus tard désigné comme « le Consensus de Washington », l'importance des marchés non réglementés a dominé la planification administrative des États. Des dirigeants de premier plan comme Ronald Reagan ont déclaré que « le gouvernement n'est pas une solution à notre problème ; le gouvernement est le problème ». En conséquence, nombre de pays africains ont tenté de réduire le rôle du secteur public, d'éliminer les distorsions des prix, des taux d'intérêt, des salaires et d'encourager la croissance du secteur privé. De plus, les donateurs ont conseillé et incité les gouvernements africains à réduire leurs interventions directes dans l'économie. La privatisation des entreprises publiques, la libéralisation du commerce international et la limitation du rôle de l'État à la fourniture des services de base (biens publics) ont été érigées en norme. Deuxièmement, et presque de façon simultanée, un certain nombre d'économies émergentes ont réussi à renforcer leur trajectoire de développement en s'appuyant sur des modèles de croissance plus orientés par l'État. De plus, un certain nombre d'économistes plaidaient pour plus d'intervention de l'État afin de réaliser les objectifs nationaux de développement et pour le développement de l'infrastructure nécessaire pour assurer les besoins de base et favoriser une croissance induite par les exportations. Ainsi, une nouvelle expansion du rôle de l'État a été réclamée comme un ingrédient essentiel pour une croissance forte et soutenue. Avec la mondialisation et ses conséquences néfastes sur certains des pays les moins avancés, les détracteurs du Consensus de Washington ont gagné en influence. Troisièmement, à l'analyse des effets de la récession de 2008, il est apparu très clairement que le rôle de l'État dans l'activité économique ne diminuerait pas de si tôt. Au contraire, il sera accru. L'époque du néo-libéralisme pur et dur est



révolue. Ainsi, la vision conventionnelle du rôle de l'État dans les économies de marché est grandement mise en question. En outre, les évolutions récentes dans le domaine du commerce international et sur les marchés de capitaux mondiaux ont contribué à accentuer les ambiguïtés concernant le rôle de l'État et invitaient à un réexamen de ce que doit faire ou ne pas faire l'État afin d'assurer une croissance et un développement durables.

Les discussions seront centrées sur les questions suivantes : i) les pays d'Asie du Sud-Est ont embrassé une stratégie de développement « régionalisée » qui tient essentiellement à la participation à la division transnationale du travail établie par les sociétés multinationales opérant en Asie. L'Afrique peut-elle imiter l'exemple asiatique ? ii) Compte tenu des récentes pressions exercées par le G-20 et d'autres institutions, les économies africaines doivent-elles suivre les normes

monétaires internationales ou (suivant les exemples de la Chine et de l'Inde), doivent-ils instaurer progressivement la convertibilité de leurs comptes de capital jusqu'à ce que leurs systèmes économiques et financiers soient suffisamment matures ? et iii) Quelles sont les solutions possibles de gestion du secteur public qui optimisent sa contribution à la croissance tout en tirant un maximum de profit des synergies avec le secteur privé ? Que faut-il faire pour éviter les erreurs du passé ?



# SÉMINAIRE DE HAUT NIVEAU N° 4

## Changement climatique – Conséquences pour l’agriculture et la sécurité alimentaire en Afrique

**Date** Mercredi 26 mai 2010  
**Salle** Casino : Les 4 Coins du monde  
**Heure** 11 h à 13 h

### PANÉLISTES

S. E. M. **Sangafowa Mamadou COULIBALY**, Ministre, ministère de l’Agriculture, Côte d’Ivoire  
Dr. **Lindiwe SIBANDA**, Directeur général du Réseau d’analyse des politiques agricoles et de gestion des ressources naturelles (FANPRAN), Afrique du Sud  
Prof. **Calestous JUMA**, Professeur, Harvard Kennedy School of Government, États-Unis  
Mme **Sheila SISULU**, Directeur exécutif adjoint du PAM, Italie

### MODÉRATEUR

M. **Jeff KOINANGE**, Animateur de Capital Talk de K 24, Kenya

Les effets sur le changement climatique de l’augmentation des températures, du niveau des mers, des modifications des schémas des précipitation et de la fréquence et l’intensité accrues des événements climatiques extrêmes tels que les sécheresses, les inondations et les tempêtes constituent toutes des menaces pour l’agriculture et la sécurité alimentaire en Afrique. Leurs répercussions sur la productivité, la réduction des terres adaptées à la production vivrière, la prévalence accrue des nuisibles et des maladies du bétail, la destruction des infrastructures agricoles et la perte générale de moyens d’existence pour les populations dépendant de l’agriculture contribuent à accroître la vulnérabilité face à l’insécurité alimentaire et à aggraver la pauvreté. Ils posent par conséquent un obstacle à la réalisation des autres OMD en Afrique.

L’Afrique subsaharienne (ASS) est, dit-on, la région la plus vulnérable aux effets de l’augmentation de la variabilité climatique et de la fréquence et de l’intensité des événements extrêmes sur la sécurité alimentaire. Ceci est principalement dû à son exposition répétée à des événements climatiques extrêmes, à la forte dépendance à l’égard de l’agriculture pluviale pour garantir la sécurité alimentaire de base et la croissance économique et la pauvreté généralisée. D’après les projections, le résultat net des variations du potentiel de production céréalière pour l’ASS devrait être négatif au cours des prochaines décennies, avec des pertes nettes allant jusqu’à 12 %. Globalement, la moitié environ des pays de l’ASS risque de subir des baisses considérables de la production de denrées alimentaires et de pâturages en raison du changement climatique.

Au regard des effets négatifs potentiels du changement climatique sur l’agriculture, qui accentuent davantage la pauvreté et freinent le développement économique en Afrique, la Banque africaine de développement est en train d’intensifier ses efforts en vue d’aider ses pays membres régionaux à surmonter ces problèmes. À travers sa stratégie du secteur agricole, la Banque entend surtout contribuer à la réalisation des objectifs généraux de développement, à savoir l’augmentation de la productivité agricole, la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté par : i) l’amélioration des infrastructures rurales, notamment la gestion et le stockage de l’eau et les capacités liées au commerce pour l’accès aux marchés locaux et régionaux ; et



ii) l'amélioration de la résistance de la base de ressources naturelles et, protéger par là-même les investissements. Au niveau des projets, les interventions majeures prévues dans le plan d'activités sur l'hydraulique agricole visent principalement à accroître la disponibilité de l'eau pour la production agricole et énergétique tout en s'attaquant ainsi à l'adaptation au changement climatique, à la gestion des inondations et des sécheresses. La Banque reconnaît que l'accès à des informations appropriées et fiables est fondamental pour surmonter les risques liés au changement climatique. Face à cette situation, le programme Information climatique pour le développement en Afrique (ClimDev-Africa) vise à renforcer les capacités institutionnelles des centres climatiques régionaux africains pour leur permettre de fournir des données climatiques utiles et fiables pour appuyer la planification du développement sur le continent.

Les discussions seront centrées sur le fait que les réflexions sur le changement climatique, en particulier

dans les pays développés, se sont concentrés sur l'atténuation (réduction des émissions). Mais l'Afrique contribue faiblement aux émissions de gaz à l'échelle mondiale et deux tiers des gaz à effet de serre proviennent du déboisement. L'Afrique centrale compte 20 % de ce qui reste de forêts tropicales humides dans le monde, qui sont d'une importance capitale pour le climat à l'échelle mondiale. Mais même si les émissions mondiales de carbone étaient réduites demain, l'Afrique devrait néanmoins faire face à l'adaptation au changement climatique. Les pays africains sont les moins préparés, en termes de ressources et de capacités institutionnelles, à faire face aux conséquences du changement climatique ou à exploiter les technologies non nuisibles pour le climat. Une stratégie d'adaptation transversale pour l'Afrique permettrait au continent de réduire au minimum les impacts négatifs et tirer parti des débouchés afin de favoriser une croissance à faible émission de carbone et la réduction de la pauvreté, notamment la disponibilité d'infrastructures polyvalentes de stockage d'eau, de biomasse rurale pour la régénération des terres, de bioénergie et la séquestration du carbone, l'irrigation, la gestion durable des forêts et le développement des marchés du carbone.



## Traduire les ressources et recettes de l'Afrique en résultats. Présentation du rapport 2010 sur la situation de l'Afrique par l'Africa Progress Panel

**Date** Mardi 26 mai 2010  
**Salle** Casino, Salle Ivoire I  
**Heure** 15 h 30 – 16 h 30

**Dawda JOBARTEH**, responsable de la recherche et de la coordination des politiques, Africa Progress Panel  
**Mo IBRAHIM** (à confirmer), fondateur de la Fondation Mo Ibrahim Invité de ONE.org (à confirmer)

### PANÉLISTES

**Graça MACHEL**, membre de l'Africa Progress Panel, militante des droits de la femme et de l'enfant, présidente de la Fondation pour le développement communautaire  
**Peter EIGEN**, membre de l'Africa Progress Panel, fondateur et président du Conseil consultatif de Transparency International et président de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives  
**Michael KEATING**, Directeur exécutif, Africa Progress Panel

Cette rencontre sera une présentation du Rapport 2010 sur la situation de l'Afrique de l'Africa Progress Panel (APP) intitulé : Traduire les ressources et les recettes de l'Afrique en résultats. Elle examinera les progrès accomplis en Afrique au cours des 5 dernières années, en soulignant les principaux défis et opportunités qui se présentent et en proposant des recommandations essentielles en termes de politiques pour les dirigeants africains. Il présentera les conclusions et recommandations Rapport 2010 sur la situation de l'Afrique ; et Rapport 2010 de ONE/DATA.

L'objectif de cette rencontre est d'engager les participants dans un débat approfondi autour des actions concrètes à entreprendre par les dirigeants africains et leurs partenaires pour garantir un progrès durable et équitable en Afrique.



## Croissance axée sur les capacités : Leçons provenant des pays émergents

**Date** Mercredi 26 mai 2010  
**Salle** Casino, Les 4 coins du monde  
**Heure** 17 h à 18 h 30

### PANÉLISTES

M. **Donald KABERUKA**, Président de la BAD  
Mme **Frannie LEAUTIER**, Secrétaire exécutif de l'ACBF,  
Zimbabwe

M. **Jun Youn KIM**, Directeur de la National IT Industry  
Promotion Agency, Corée

M. **Nguyen Hoa CUONG**, Directeur de la coopération  
internationale à l'Agence de développement de  
l'entreprise, ministère du Plan et de l'Investissement,  
Vietnam

M. **Neo Kok Beng**, Professeur associé, Université  
nationale de Singapour

### MODÉRATEUR

M. **Albert RUDATSIMBURWA**, Journaliste, FM Rwanda

Entre 1960 et 1965, période pendant laquelle la plupart des pays africains ont acquis leur indépendance, les revenus moyens par habitant (en parité de pouvoir d'achat) de la Corée du Sud et de Singapour étaient moins élevés que ceux de certains pays africains. En 1980, le revenu moyen par habitant de la Corée du Sud et de Singapour était respectivement trois fois et huit fois plus élevé que celui de l'Afrique subsaharienne. En 2008, celui de la Corée du Sud représente 15 fois, tandis que celui de Singapour représente 25 fois celui de la région.

Dans le même temps, pendant que certaines économies comme Singapour ont tiré parti de la réforme et de la redynamisation du service public et de la diffusion à grande échelle des technologies de l'information et de

la communication, d'autres comme la Corée du Sud se sont distingués par la place centrale octroyée à l'État dans le processus, d'autres encore ont adopté le libre marché comme le principal moteur du changement.

La faiblesse des capacités dans les pays africains est couramment évoquée comme la cause de l'écart grandissant entre les pays africains et les pays émergents d'Asie. Comprendre le processus par lequel les capacités ont été renforcées dans ces pays est donc important pour que l'Afrique puisse tirer des enseignements utiles de l'histoire du développement et de la croissance dans les pays émergents d'Asie. La session sur la croissance axée sur les capacités vise précisément à approfondir cette compréhension.

L'objectif de la session est de tirer les leçons pour l'Afrique découlant de l'expérience de la croissance économique dans les pays émergents d'Asie. L'objectif spécifique est de fournir un cadre aux autorités qui ont été à maints égards — en tant que décideurs politiques, hommes et femmes d'affaires ou scientifiques — les acteurs clés du processus de la croissance dans ces pays pour partager leur expérience avec les autorités africaines.



## Dialogue des Chefs d'entreprise : Porter l'Afrique plus haut par les affaires

**Date** Jeudi 27 mai 2010  
**Salle** Casino, Salle Ivoire I  
**Heure** 17 h à 18 h 30

### PANÉLISTES

M. **Donald KABERUKA**, Président de la BAD  
M. **Lassine DIAWARA**, P-Dg Groupe Bolloré & SITARAIL, Burkina Faso  
M. **Tarak CHERIF**, P-Dg Groupe Alliance, Tunisie  
M. **Jimnah MBARU**, Président de la Bourse des valeurs de Nairobi, Kenya  
Mme **Funke OPEKE**, PDG, Main Street Technologies, Nigeria

### MODÉRATEUR

Mme **Carol PINEAU**, Responsable du groupe de réflexion américain Global Financial Integrity, Etats-Unis

À l'heure où l'économie montre des signes d'un redressement continu, les perspectives pour l'Afrique restent fragile bien qu'étant favorables, avec de nombreux risques potentiels de recul de la croissance. Le continent est essentiellement confronté à trois défis majeurs : i) comment relever le niveau de croissance ; ii) comment maintenir une forte croissance ; et iii) comment accroître l'impact de la croissance en termes de développement. Il est généralement admis que le secteur privé est la clé de la croissance et de la prospérité en Afrique. Il ne fait aucun doute que l'esprit d'entreprise est vivant en Afrique et que les marchés africains sont lucratifs. Cependant, le commerce intérieur et international formel en Afrique reste encore faible et les entreprises africaines demeurent également très peu compétitives. La question principale est alors de savoir comment le secteur du commerce en Afrique peut tirer la croissance et la prospérité en Afrique en créant de nouveaux avantages et des marchés

concurrentiels, et comment l'État peut aider les entreprises à faire face à ces difficultés.

Pratiquer les affaires en Afrique est considéré comme risqué et les entreprises font face à de nombreuses difficultés, qui comprennent, à titre non limitatif, les lourdes entraves d'ordre réglementaire et administratif, des infrastructures défectueuses ou peu développées, les problèmes liés à la gouvernance des entreprises, le manque d'accès au financement et le risque politique et économique élevé.

Cependant, au-delà de ces défis, il existe d'énormes débouchés commerciaux à exploiter en Afrique. Dans son ouvrage *Africa Rising*, le conseiller en affaires de renommée mondiale Vijay Mahajan déconseille de regarder l'Afrique à travers le prisme d'un continent « pris au piège de la pauvreté » ou à travers « l'image du continent perdu dépeinte par les médias ». Au contraire, l'Afrique devrait également être perçue comme un formidable marché qui a d'immenses besoins et un pouvoir d'achat surprenant. Il fait observer que près de 150 millions d'Africains ont un pouvoir d'achat semblable à ceux de l'Occident et 400 autres millions d'Africains à revenu intermédiaire issus de ménages ayant des emplois stables. Ce sont-là d'énormes débouchés commerciaux pour les entreprises. Entre autres, ils consomment les téléphones mobiles, boivent du coca-cola, lisent des livres et des magazines et leurs enfants jouent des MP3 et surfent sur l'Internet. Selon les données fournies par l'Union internationale des télécommunications (UIT), il y avait en 2008 plus de 39 millions d'abonnés de la téléphonie mobile en Afrique de l'Est et 6,7 millions d'utilisateurs d'Internet. En prenant comme étalon 8 onces fluides de boisson finie, Coca-cola déclare qu'en 2008, la consommation par habitant de ses boissons était de 36 onces en Kenya, chiffre largement supérieur aux 7 onces enregistrés en Inde, bien qu'étant toujours inférieur à la moyenne mondiale de 85 onces.





**Palais des Congrès, Hôtel Ivoire  
Abidjan, Côte d'Ivoire**

**24-27 mai 2010**